



JEAN-FRANÇOIS VALLES, E-PARC, ECO-CONSEIL ENTREPRISES “IL Y A CHEZ NOUS UN MANQUE DE CULTURE DU COLLECTIF”

Economiste et éco-conseiller, Jean-François Valles est l'un des rares spécialistes dans la gestion collective sur les parcs d'activité. Il a mené et mène encore de nombreux projets de ce type en France et en Belgique. Son site web www.ecoparc.com détaille sa démarche.

■ **Le concept d'écologie industrielle est né voilà plus de trente ans. Mais la gestion collective reste l'exception sur nos parcs d'activité économique. Comment expliquez-vous cela?**

Jean-François Valles: La principale raison est culturelle. On se rend compte aujourd'hui sur ces zones d'activité qu'il n'y a pas de culture du collectif. Le réflexe de se dire: "J'ai un problème. N'existerait-il pas une solution à travers un partenariat avec mes voisins?" ne se fait pas. Quand vous allez sur un zoning et que vous interrogez un chef d'entreprise sur les activités de ses voisins, on voit bien qu'il n'en sait souvent pas grand chose. La réalité, c'est que ces gens se rencontrent et se parlent peu.

■ **On voit pourtant apparaître un certain nombre de services collectifs sur ces sites. Alors pourquoi pas dans la maîtrise de l'énergie?**

J.F.V. : C'est vrai, une certaine forme de gestion collective émerge çà et là dans le domaine du gardiennage notamment, ou la restauration, les crèches,... quelques services clairement identifiables... Pour l'environnement ou l'énergie, on en est vraiment encore au tout début. Pour passer la rampe, il faut d'une part que ce soient des problèmes auxquels les chefs d'entreprise soient sensibilisés et d'autre part que les solutions collectives ne soient pas trop compliquées à mettre en place. Puis qu'elles apportent un retour sur investissement rapide.

■ **Qu'est-ce qui coïncide, en réalité?**

J.F.V.: Les objections sont surtout de l'ordre de "ça va être compliqué", "ça ne va pas fonctionner". Mais en toile de fond, on se rend bien compte que ces sujets ne sont pas vraiment perçus comme prioritaires et cruciaux. Derrière, on trouve toutes sortes d'explications: "ce sont des sujets sensibles, on peut difficilement les traiter avec nos voisins,...". Cela alors que les mêmes chefs d'entreprises se partagent parfois le même service comptable ou le même avocat, les mêmes consultants...

■ **Comment faire évoluer ces mentalités et à qui ce rôle revient-il?**

J.F.V.: C'est une question importante. Souvent, quand on en parle, on assiste à un renvoi de balle entre les industriels, les collectivités, la structure qui a vocation à gérer le site. Le gros du travail c'est de faire rêver tous ces acteurs en leur faisant apparaître les avantages de la gestion collective. Il faut faire la preuve auprès des élus et des chefs d'entreprise que non seulement c'est possible, mais qu'il y a des lieux où cela fonctionne très bien, avec de réelles économies en bout de chaîne.

Il faut ensuite commencer de manière progressive, avec de petits projets simples et faciles à mettre en place, pour que les gens apprennent à se connaître, à travailler ensemble et à se faire confiance.

Ce qui a surtout bien marché en ce qui nous concerne, ce sont les déjeuners thématiques sur des sujets liés à la vie de l'entreprise, comme le passage à l'euro ou la promotion commune du parc (réalisation d'un annuaire des entreprises présentes sur le site, livret d'accueil). Commencer immédiatement avec un méga-projet d'écologie industrielle et sur un sujet trop délicat ne semble pas très pertinent

■ **Y a-t-il un profil idéal pour lancer ce type de formule ?**

J.F.V. : Je dirais que ce sont des zones d'activité où il y a à la fois quelques grandes entreprises de 300 à 500 personnes, et de petites entreprises autour. L'une de ces grandes entreprises, pour peu qu'elle ait le goût d'expérimenter ce type d'approche, peut jouer un rôle de relais et sensibiliser les autres entreprises. Souvent, l'entreprise leader a déjà dû mettre en place en interne une organisation spécifique pour les déchets, les eaux usées ou l'énergie. Elle maîtrise les techniques, a les contacts, connaît les prestataires de service et est en position de force dans son dialogue avec eux. Si ce sont de trop grosses entreprises qui sont en pré-

sence, elles ont souvent tendance à tout gérer en interne et à devenir des fortes têtes aveugles sur leur territoire. Si on n'a que de petites entreprises, on tombe dans le cas de figure de dirigeants peu disponibles pour tout ce qui ne touche pas à leur métier de base et souvent moins sensibilisés à ces thématiques environnementales. Une certaine méfiance aussi vis-à-vis de celui qui prend le rôle de leader.

■ **Ce sont pourtant surtout les PME-PMI qui ont à gagner dans ce type de démarche collective, non?**

J.F.V.: En effet. Ces entreprises sont souvent relativement démunies face aux problèmes d'environnement, parce qu'elles n'ont pas les moyens de se payer quelqu'un qui soit susceptible de prendre ces aspects en charge et d'en tirer parti. Mais aussi parce que les petites quantités (de déchets, de rejets, d'énergie,...) sont souvent plus difficiles à gérer et les coûts proportionnellement plus élevés. Là, la gestion collective trouve évidemment tout son intérêt puisqu'elle va régler cette question des petites quantités et réduire les coûts de l'environnement et de l'énergie.

■ **Qu'est-ce qui pourrait les amener à en prendre conscience ?**

J.F.V.: L'information des chefs d'entreprise, des fédérations professionnelles et des acteurs locaux. Quels sont les relais actuellement qui font valoir l'intérêt de la gestion collective? Où peut-on aujourd'hui trouver de l'information sur une telle approche? Cherchez, vous ne trouverez pas grand chose!

Il faudrait une véritable stratégie structurée d'information et de sensibilisation pour s'adresser à ce public et lui dire: abordez plus systématiquement les problèmes qui se posent à vous, comme l'environnement et l'énergie, de manière collective. Il n'y a pas de barrière technique et on est en mesure de le démontrer en vous montrant des exemples de gestion collective opérationnelle et efficace.

A partir de là, on peut commencer à aborder avec eux de vraies pistes méthodologiques et intéresser les responsables locaux à l'accompagnement des chefs d'entreprise...

J.C